



BC2G
A u d i t

443 Avenue Jean Prouvé
30900 NIMES
09.75.26.16.98
contact@bc2g.fr

COMITÉ
DÉPARTEMENTAL
SPORT ADAPTÉ DU
GARD

221 rue Claude Nicolas Ledoux

30900 NIMES

Association « loi 1901 »

Rapport du commissaire
aux comptes sur les
comptes annuels clos le
31 décembre 2024

BC2G Audit

S.A.R.L. au Capital de 1 000 €

RCS NIMES 820 715 233 00038

TVA Intracommunautaire : FR46 820715233

NAF: 6920 Z

Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables d'Occitanie
Société inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes,
rattachée à la Compagnie Régionale de Montpellier – Nîmes

COMITÉ DÉPARTEMENTAL SPORT ADAPTÉ DU GARD

Association « loi 1901 »
221 rue Claude Nicolas Ledoux
30900 NIMES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Ce rapport contient 19 pages

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

A l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « Comité Départemental du Sport Adapté du Gard » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié du traitement comptable des subventions reçues, tel que décrit dans le paragraphe « Subventions » de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Directeur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nîmes, le 21 Février 2025

Pour la société BC2G AUDIT
Gaëlle GILLET LUGAGNE



Commissaire aux comptes

Bilan actif

		31/12/2024		31/12/2023	
		Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, ...				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel, ...	3 334	291	3 043	
	Autres immobilisations corporelles	63 819	63 606	213	5 666
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS REÇUS PAR LEGS/DONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS				
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
ACTIF CIRCULANT	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	770		770	770
	TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	67 923	63 896	4 027	6 436
	STOCKS ET EN-COURS				
	CRÉANCES				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	19 798		19 798	33 874
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	118 314		111 980	232 059
	VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
	Actions propres				
	Autres titres et instruments de trésorerie				
	DISPONIBILITÉS	100 039		100 039	55 009
	CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	3 735		3 735	262
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	241 886		241 886	325 353
	Frais d'émission des emprunts (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Écarts de conversion actif (V)				
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	309 809	63 896	245 913	331 788



Bilan passif

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	15 000	15 000
	Fonds propres statutaires	15 000	15 000
	Fonds propres complémentaires		
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	RÉSERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves		
	REPORT À NOUVEAU	39 853	30 017
	EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE	43 923	9 837
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES		
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 282	1 453
	PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
TOTAL FONDS PROPRES (I)		101 059	56 307
	Total fonds reportés et dédiés (II)		
	Fonds dédiés reportés		
	TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)		
PROV.	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	TOTAL PROVISIONS (III)		
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 358	3 842
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	12 738	20 263
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres emprunts obligataires		
	Autres dettes	68 185	177 114
	Produits constatés d'avance	53 574	74 263
TOTAL DETTES (IV)		144 854	275 482
Écarts de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF (I+ II + III + IV + V)		245 913	331 788



Compte de résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	8 008	14 198
	Total des ventes de biens et services	118 713	87 557
	Vente de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de services	118 713	87 557
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs	273 679	267 351
	Concours publics et subventions d'exploitation	272 343	266 956
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	1 336	395
	Mécénat		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	7 177	20 904
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	10 488	6 774
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)		418 066	396 784
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation des stocks de marchandises		
	Autres achats et charges externes	235 884	206 190
	Aides financières		
	Impôts, taxes, et versements assimilés	3 124	3 866
	Salaires et traitements	104 806	137 646
	Charges sociales	26 972	32 584
	Dotations aux amortissements et aux provisions	5 743	8 302
	Sur actif circulant : dotation aux provisions		
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		
	Report des fonds dédiés		
	Autres charges	962	1 569
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)		377 490	390 157
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		40 576	6 626



		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
PRODUITS FINANCIERS	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 676	489
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)		1 676	489
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)			
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		1 676	489
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV)		42 252	7 116
PRODUITS EXCEPTION.	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	1 671	2 980
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		1 671	2 980
CHARGES EXCEPTION.	Sur opérations de gestion		100
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		159
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)			259
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		1 671	2 721
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		421 413	400 253
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		377 490	390 416
EXCÉDENT OU DÉFICIT		43 923	9 837
CONTRIB. VOL. EN NATURE	Dons en nature		
	Prestations en nature	15 716	15 996
	Bénévolat	18 074	15 111
	TOTAL	33 790	31 107
CONTRIB. VOL. EN NATURE	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens	-15 716	-15 996
	Charges de prestations en nature		
	Personnel bénévole	-18 074	-15 111
TOTAL		-33 790	-31 107



Annexes



Préambule

Introduction à l'annexe

L'exercice fiscal clos le **31/12/2024** a une durée de **12 mois**. L'exercice précédent avait une durée de **12 mois** recouvrant la période du **01/01/2023** au **31/12/2023**. Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **245 912,80 €**. Le résultat net comptable est un bénéfice de **43 923,10 €**. Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.



Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Mention du règlement comptable

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
 - des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
 - le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées.
- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.



Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	N/A
Autres	N/A

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.



Subventions

Inscription non-proratisée :

Traitement des conventions de financement:

1. Les subventions d'exploitation : Elles sont comprises dans les produits de l'association lorsque:

- Cette dernière a reçu une notification d'une collectivité locale (par acte administratif) ou d'un organisme financeur.
- Et/ou une convention de financement a été signée entre les parties.

Les subventions de fonctionnement accordées pour plusieurs exercices sont réparties en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut, prorata temporis.

2. Les subventions d'investissement : Par analyse des dispositions de la convention de financement, ou à défaut, en prenant en considération les contraintes de fonctionnement de l'association, on distingue:

- Les subventions ayant servi à financer un bien non renouvelable par l'association :

Ces subventions financent des biens qui seront enregistrés à l'actif en immobilisations corporelles alors que l'association n'a pas l'obligation de renouveler ces biens. Elles sont reprises au compte de résultat de chaque exercice au rythme de l'amortissement des biens financés. Le compte de résultat n'est donc pas affecté car il n'est pas utile de dégager au autofinancement pour financer le renouvellement du bien.

- Les subventions ayant servi à financer un bien renouvelable par l'association :

Ces subventions sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de déve...				
Autres immobilisations incorpore...				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matéri...		3 334		3 334
Autres immobilisations corporelles	63 819			63 819
Immobilisations corporelles en c...				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts	770			770
Autres immobilisations financières				

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice N-1
(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de la plaquette

Amortissements et dépréciations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de déve...				
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matéri...		291		291
Autres	58 153	5 457	4	63 606
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts				
Autres				

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice



État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des part...				
Prêts				
Autres immo. financières	770	770		
Clients douteux				
Autres créances clients	19 798	19 798		
Personnel et comptes rattachés	156	156		
Sécurité sociale et autres org. s...	387	387		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts				
Divers	110 525	110 525		
Groupes et associés				
Débiteurs divers	912	912		
Charges constatées d'avance	3 735	3 735		
TOTAL	136 283	136 283		
Prêts accordés en cours d'exerc...				
Rembours. obtenus en cours d'e...				
Prêts et avances consentis aux ...				



Informations relatives au passif

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux établisse...				
Emprunts et dettes financières d...				
Fournisseurs et comptes rattach...	10 358	10 358		
Personnel et comptes rattachés	5 277	5 277		
Sécurité Sociale et autres org. s...	6 673	6 673		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	787	787		
Dettes sur immobilisations et co...				
Groupe et associés				
Autres dettes	68 185	68 185		
Produits constatés d'avance	53 574	53 574		
TOTAL	144 854	144 854		
Emprunts souscrits en cours d'e...				
Emprunts remboursés en cours ...				
Montant des emprunts et dettes...				

Informations relatives au compte de résultat

État des charges à payer et des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Clients - Factures à établir	1 800	
Organismes sociaux - Produits à...	- 387	
TOTAL	1 413	

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non par...	1 680	
Personnel - Dettes provisionnées...	5 277	
Organismes sociaux - Charges s...	1 624	
État - Charges à payer	649	
TOTAL	9 230	

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
-Patrimoine intégré				
-Fonds statutaires	2000			2000
-Subventions d'investissement non renouvelables	13000			13000
-Apports sans droit de reprise				
-Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
-Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	30016,87	9836,62		39853,49
Résultat de l'exercice	9836,62	34086,48		43923,10
Fonds associatifs avec droit de reprise				
-Apports				
-Legs et donations				
-Subventions d'investissements sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	1453,26	828,68		2281,94
Provisions réglementées				
TOTAL	56306,75	44751,78		101058,53

